



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association CFAI Région Nord Pas de Calais

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association CFAI Région Nord Pas de Calais
ZI de la Pilaterie 4 rue des Châteaux 59703 MARCQ EN BAROEUL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association CFAI Région Nord Pas de Calais

ZI de la Pilaterie 4 rue des Châteaux 59703 MARCQ EN BAROEUL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association CFAI Région Nord Pas de Calais,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CFAI Région Nord Pas de Calais relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 20 juin 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

Association CFAI Région Nord Pas de Calais

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2024

Bilan et Compte de résultat



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	105 929	42	105 887	60 488
Immobilisations incorporelles en cours	2 626	2 626	(0)	(0)
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 275 877	80 026	1 195 851	473 964
Constructions	12 383 325	2 275 904	10 107 421	7 397 133
Installations techniques, matériel et outillage industriels	18 508 845	13 916 221	4 592 623	4 650 713
Immobilisations corporelles en cours	5 456 181		5 456 181	3 426 245
Autres	1 852 666	1 370 944	481 723	533 522
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				1 644
TOTAL I	39 585 449	17 645 763	21 939 686	16 543 709
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	18 300		18 300	8 086
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 199 738	179 473	3 020 265	2 915 519
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	11 363 783		11 363 783	5 999 688
Valeurs mobilières de placement	3 993 019		3 993 019	3 386 454
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	620 741		620 741	1 247 128
Charges constatées d'avance	122 454		122 454	83 582
TOTAL II	19 318 034	179 473	19 138 562	13 640 458
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	58 903 483	17 825 235	41 078 248	30 184 166

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	5 705 526	5 050 672
Excédent ou déficit de l'exercice	672 904	654 853
Situation nette (sous total)	6 378 430	5 705 526
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	17 306 623	11 594 006
Provisions réglementées	48 333	64 008
TOTAL I	23 733 386	17 363 540
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	9 491 400	6 553 632
TOTAL II	9 491 400	6 553 632
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	562 769	499 351
TOTAL III	562 769	499 351
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 143 190	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 168 055	2 010 519
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 551 404	1 522 184
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 495 767	1 155 367
Autres dettes	119 632	263 143
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	812 644	816 430
TOTAL IV	7 290 692	5 767 644
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	41 078 248	30 184 166

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	655	655
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 949	
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	12 233 436	12 536 369
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	130 917	138 164
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	3 120 754	2 093 717
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	216 676	98 604
Utilisations des fonds dédiés	417 834	259 698
Autres produits	1 548 986	1 192 537
TOTAL I	17 672 207	16 319 744
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	200 525	185 308
Variation de stock	(10 214)	4 856
Autres achats et charges externes	5 333 404	5 152 150
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	883 139	842 959
Salaires et traitements	4 394 925	4 290 966
Charges sociales	2 038 893	2 055 262
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 016 962	1 514 820
Dotations aux provisions	63 418	194 097
Reports en fonds dédiés	3 120 754	2 093 717
Autres charges	26 864	4 407
TOTAL II	18 068 671	16 338 540
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(396 464)	(18 796)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	181 580	153 907
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	181 580	153 907
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	23 142	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	23 142	
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	158 438	153 907

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(238 026)	135 111
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	12 159	
Sur opérations en capital	1 045 658	953 568
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	15 675	15 675
TOTAL V	1 073 492	969 243
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	3 666	327 174
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 427	8 427
TOTAL VI	12 094	335 601
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 061 398	633 642
Participation des salariés aux résultats (VII)	118 066	71 260
Impôts sur les bénéfices (VIII)	32 402	42 640
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	18 927 279	17 442 894
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	18 254 375	16 788 041
EXCEDENT OU DEFICIT	672 904	654 853
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe



CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS
4 rue des Châteaux
59700 MARCQ EN BAROEUL

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Description de l'activité, et moyens de l'association.

Le CFAI Nord Pas-de-Calais est une association Loi 1901, et qui a pour objet la promotion, l'organisation, la gestion, l'étude de l'apprentissage et la formation d'apprentis.

Ses sources de financement sont :

- Depuis la réforme de l'apprentissage, un nouveau mode de financement est applicable. Les **CFA sont financés** par les opérateurs de compétences selon le mécanisme de « niveau de prise en charge » décidé par les branches professionnelles et régulé par France compétences. En pratique, pour chaque **apprenti** formé, les **CFA** recevront un financement de l'opérateur de compétences : le financement au contrat.
- Les reversements, notamment par la branche métallurgie, des fonds dédiés à des mesures d'investissements ou exceptionnelles ou d'accompagnements.
- Les subventions du Conseil Régional.
- Et diverses autres ressources.

Le CFAI dispose de cinq centres de formations répartis sur les principaux bassins d'emploi de la région offrant ainsi la proximité aux jeunes et aux entreprises.

Avec une capacité d'accueil de l'ordre de 1300 apprentis, le CFAI prépare à 53 diplômes :

- 2 CAP,
- 7 BAC PRO,
- 13 BTS,
- 17 Titres professionnels,
- 14 Formations du Supérieur.

ANNEXE

Le total du bilan de l'exercice clos au 31/12/2024 est de 41 078 248 €. Le compte de résultat de ce même exercice présenté sous forme de tableau présente un total de charges de 18 254 375 € et un total de produits de 18 927 279 € pour un résultat de 672 904 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre 2024.

L'ensemble des annexes fait partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983

Articles 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément au règlement 2014-03 de l'ANC homologué par l'arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général et Sous réserve des spécificités prévues par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (art. 111-1 et 111-2).

• IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions	15-50 ans
- agencements et aménagements des constructions	10-15 ans
- matériel de transport	5 ans
- matériel et outillage industriels	8 ans
- logiciels et matériel informatique	3-5 ans
- matériel informatique	3 ans
- mobilier et matériel de bureau	10 ans
- matériel informatique (UIMM)	4 ans
(4 ans base UIMM afin de bénéficier d'un accompagnement financier).	

• METHODE DE COMPTABILISATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissement reçues par l'entreprise sont comptabilisées conformément aux principes comptables en vigueur.

La subvention est inscrite au passif du bilan (compte 131 – Subventions d'investissement) et reprise progressivement au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement du bien financé. Cette approche permet de répartir l'impact de la subvention sur plusieurs exercices comptables.

Les subventions sont rapportées au compte de produits au fur et à mesure de l'amortissement du matériel correspondant.

• STOCKS

Ceux-ci ont été calculés selon un inventaire physique par centre de gestion et évalués suivant la méthode <<Premier entré, Premier sorti >>.

• VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

• CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

• INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 1992, une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, son montant s'élève à 562 769 €.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été réactualisée sur l'année 2020 dans son mode de calcul, par l'ajout des éléments suivants ou modifications de certains critères :

- Taux de turnover ;

1) La base des salariés retenue ne comprend que les salariés qui disposent d'un CDI.

- 2) Les motifs de départ tiennent compte des seules prévisions de démission à l'exclusion de toute autre hypothèse de départ avant l'âge de retraite (notamment licenciements, ruptures conventionnelles...etc.).
- 3) Ce taux de turnover est actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Les salaires ;

- 1) Un taux de revalorisation annuelle des salaires est appliqué depuis 31/12/2020, il s'agit d'un taux moyen lissé sur 3 ans. Le taux utilisé à la clôture des comptes est de : 3,17 %.
- 2) Ce taux de revalorisation est également actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Provision complémentaire ;

Suivant un accord historique, l'entreprise verse un complément de départ en retraite de 706 €. Une provision complémentaire à hauteur de ce montant est ajoutée au calcul de la PIDR, cette provision est également ramenée au prorata du nombre d'années restantes pour l'ensemble des salariés.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée individuellement selon la formule suivante :

$$V = S \times N \times Ts \times Tt$$

S : Salaire mensuel de base au 31 décembre 2024 retraités des indemnités de chômages partiels

N : Nombre de mois acquis au 31 décembre 2024 selon convention collective

Ts : Taux de survie déterminé selon l'âge de l'individu à l'aide d'une grille de mortalité

Tt : Probabilité de fin de carrière dans l'entreprise par application du taux de Turn Over sur les trois dernières années

Depuis l'opération séparation juridique des deux activités, les deux associations ont conclu des conventions de mise à dispositions du personnel. Un avenant a été établi pour définir les modalités de prise en charge de la provision et de l'indemnité de départ à la retraite.

Une régularisation pour « répartir la charge » est constatée à la fin de chaque exercice dans la comptabilité de chacune des deux associations. Cette régularisation tient compte de la moyenne sur 5 ans de l'affectation des différentes personnes.

• EVENEMENTS IMPORTANTS de l'exercice 2024

En lien avec les décisions nationales sur le financement de l'apprentissage, une baisse des Niveaux de prise en charge sur l'exercice 2024. Les effectifs restent en hausse sur l'exercice 2024. En parallèle, une baisse du NPEC de -4% en moyenne est à considérer sur l'exercice.

Investissements :

- Le site d'Hénin Beaumont a été inauguré en septembre 2024 ;
- Les travaux sur le site de Marcq en Baroeul ont pris fin sur le 1^{er} trimestre 2025.
- Les travaux ont débuté sur Feignies en juillet 2024 et prendront fin en 2025.
- Le CFAI a bénéficié de contributions de l'OPCO 2I à hauteur de 3 100K€ en 2024 pour financer les investissements
- Le CFAI a bénéficié de 6 753 K€ de subventions de la Région pour les projets immobiliers (Béthune, Dunkerque, Feignies) et pour les équipements des centres.
- Des emprunts ont été souscrits afin de financer les projets immobiliers tels que celui de Lille Métropole et celui de Feignies.
- Un nouveau président, M. Beaurain, a également été nommé en juin 2024 pour le CFAI.

• EVENEMENTS POST CLOTURE

Le CFAI n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, ces événements pourraient avoir un impact sur la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers. A la date présente, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et l'association n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet événement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Impacts indirects du changement de politique aux États-Unis

Les politiques économiques de l'administration Trump, telles que les augmentations des droits de douane et les réductions d'impôts, peuvent entraîner des fluctuations économiques globales. Cela pourrait affecter les investissements et les financements disponibles (Etat & autres) que pourrait prétendre l'association.

Ces changements politiques peuvent aussi créer une incertitude économique qui pourrait influencer les décisions des entreprises et des individus concernant la formation.

• CONVENTION DE PARTAGE DE MOYENS ET RESSOURCES

1 - Modalités de répartition des charges communes

Le CFAI Région Nord Pas de Calais et l'AFPI ACM Formation utilisent les mêmes locaux.

Les centres ainsi que les services centraux reçoivent les factures des charges communes : loyers, charges locatives, électricité, alarme, téléphone, etc.... au nom de l'AFPI ACM Formation ou du CFAI Région Nord-Pas de Calais. Il est convenu entre les deux entités de procéder à la répartition des dites charges communes en fonction de l'utilisation de chacune des associations.

2 – Convention de partage de moyens et ressources

Fin 2014, une nouvelle convention de partage de moyens et de ressources est signée entre les deux associations.

Avec pour objet d'organiser la mise en commun par les parties, sans but lucratif, de moyens tant humains que matériels et définir les nouvelles clés de répartitions, les conditions et modalités de réalisation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Cette convention de partage s'applique à partir de l'exercice 2015.

3 – Point particulier : Mise à disposition du personnel

⇒ *Personnel administratif*

Le CFAI Région Nord Pas de Calais fait appel aux ressources de l'AFPI ACM Formation et ce de façon permanente pour satisfaire à ses travaux administratifs. Cette mise à disposition est faite en fonction des affectations revues et ajustées par la Direction générale.

⇒ *Personnel enseignant*

Le CFAI Région Nord Pas de Calais fait également appel au personnel enseignant de l'AFPI ACM Formation en fonction des besoins exprimés et de la disponibilité du personnel sollicité. La mise à disposition des enseignants est mesurée en heures selon un pointage (feuilles de présence)

La facturation du personnel est établie par l'AFPI ACM Formation de façon trimestrielle.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

(Article 20 de la loi n° 2006 – 856 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Pour l'association, cette information n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunération individualisée.

PARTICIPATION DES SALAIRES

A la suite de la séparation des deux activités un accord a été signé avec les représentants syndicaux pour la création d'une unité économique et sociale entre le CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS et AFPI ACM FORMATION. Par ailleurs, l'accord de participation prévoit de faire bénéficier l'ensemble du personnel des deux entités à la participation dégagée par AFPI ACM FORMATION ; Chaque entité prenant en charge la part versée à ses propres salariés.

Pour l'exercice 2024, le calcul de la participation aux résultats de l'entreprise s'élève à 118 066 €.

INTERESSEMENT

Le 28 juin 2005 signature d'un accord d'intéressement entre l'UES .AFPI ACM FORMATION/CFAI REGION NPDC et le comité d'entreprise de l'UES.

Cet accord est conclu pour une période de trois exercices, le 1^{er} exercice étant celui ouvert le 1^{er} janvier 2005 et clôturé le 31.12.2005.

Le 6 juillet 2005 signature d'un plan d'épargne d'entreprise entre la dite UES et le comité d'entreprise.

Pour 2024, un nouvel avenant relatif à l'intéressement a été conclu. Sa mise en place au titre de l'exercice 2024 fait apparaître un résultat de 162 069 €.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sont déterminés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils sont calculés en fonction du volume et de la complexité des travaux réalisés, dans le respect du barème défini par l'article R823-12 du Code de commerce.

Le montant des honoraires prend en compte :

- Le nombre d'heures nécessaires à l'exécution de la mission d'audit légal,
- Le barème horaire applicable selon la taille et la nature de l'entité contrôlée,
- Les diligences spécifiques requises pour la certification des comptes.

L'entreprise applique les règles de transparence et d'indépendance dans la fixation des honoraires du commissaire aux comptes, garantissant ainsi la qualité et l'objectivité de la mission d'audit.

Montant honoraires payés au titre de l'exercice 2024 : 31 047.57 €

ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

L'association possède au 31/12/2024 les engagements hors bilan suivants, conformément aux principes comptables en vigueur.

Ces engagements incluent notamment :

- Deux nantissements : à hauteur de 500 000 € chacun (montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due) et relatifs aux emprunts concernant le centre de Feignies et de Lille métropole.
- Aucune garantie d'Actif et de Passif.

LES PRODUITS

Les ressources essentielles de l'apprentissage pour l'exercice 2024 s'analysent comme suit :

- Contrats d'apprentissage : 10 254 838 €.
- Contrats SAS (PAI) : 405 846 €
- Titre Pro/Inter : 472 890 €
- Contrats secteur Public : 112 405 €
- Produits financiers : 181 580 €
- Subvention Nouvelle chance : 126 257 €
- Refacturation du 1^{er} équipement : 331 499 €
- Apprentis Extérieurs Contrat Pro : 586 064 €
- Subvention Conseil Régional de fonctionnement : 4 660 €
- Prestation Apprentis Num4skills : 4 102 €

Ventilation de l'effectif moyen CFAI 2024

CATEGORIES	PERSONNEL SALARIE
Employés (dont apprenti)	4
ETAM	77
Cadres	34
Vacataires	
TOTAL	115

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	31/12/2023	Affectation Résultat N	Augmentations	Reprises	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	5 050 672	654 853			5 705 525
Sous total	5 050 672				
Excédent ou déficit de l'exercice	654 853	-654 853	672 904		672 904
Situation nette	5 705 525				6 378 429
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement AP	18 449 933		6 781 206	31 359	25 199 780
Subventions d'investissement HB	250 400				250 400
Subventions d'investissement VAL	5 307 257				5 307 257
Subventions d'investissement BL	249 600				249 600
Subventions d'investissement IFORPA	1 125 782				1 125 782
Sous total Subvention d'investissement	25 382 972		6 781 206	31 359	32 132 819
Provisions réglementées	64 008			15675	48 333
Total	31 152 505				37 886 677.95

Amortissement des subventions

	31/12/2023			
Subventions d'investissement AP	11 903 888	890 241		12 794 129
Subv d'investissement AP dérogatoire	34 413		8 427	25 985
Subventions d'investissement HB	26 122	8 699		34 821
Subventions d'investissement VAL	666 843	138 398		805 242
Subventions d'investissement BL	31 916	8 320		40 236
Subventions d'investissement IFORPA	1 125 782			1 125 782
Total général	13 788 965			14 826 196

Tableau des fonds dédiés.

VIARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXCERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXCERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes	6 553 632	3 355 602	417 834			9 491 400	
Ressources liées à la générosité du public							

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise : CHAT REGION NORD PAS DE CALAIS										N° d'ent		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
								Conséquences à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste		
INCORP	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	CZ		D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	KD	63 114	KE		KF	45 442	
CORPORELLES	Terrains					KG	592 749	KH		KI	740 148	
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ	8 422 821	KK		KL	2 540 223	
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM		KN		KO		
	Installations générales, agencements* et aménagements des constructions					KP	774 358	KQ		KR	589 106	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					KS	19 034 144	KT		KU	1 290 258	
	Installations générales, agencements, aménagements divers *					KV	37 109	KW		KX		
	Matériel de transport *					KY		KZ		LA		
	Matériel de bureau et mobilier informatique					LB		LC		LD		
	Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours					LH	3 426 245	LI		LJ	5 424 149	
	Avances et acomptes					LK		LL		LM		
	TOTAL III					LN	32 287 225	LO		LP	10 583 883	
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T	
Autres participations					8U		8V		8W			
Autres titres immobilisés					1P		1R		1S			
Prêts et autres immobilisations financières					1T	1 644	1U		1V	1 600		
TOTAL IV					LQ	1 644	LR		LS	1 600		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)							OG	32 351 982	OH		10 630 924	
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence		
						par virement de poste à poste	par acquisitions à des formes nouvelles hors service ou résultant d'une mise en équivalence			Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
INCORP	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	IN		CO		DO		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	IO		LV		LW	106 555	
CORPORELLES	Terrains					IP		LX		LY	1 332 895	
	Constructions	Sur sol propre				IQ		MA		MB	10 962 843	
		Sur sol d'autrui				IR		MX		ME		
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions					IS		MG		MI	1 363 464	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					IT		MJ		MK	20 324 402	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. aménagements divers				IU		MM		MN	37 109	
		Matériel de transport				IV		MP		MQ		
	Matériel de bureau et mobilier informatique					IW		MS		MT		
	Emballages récupérables et divers *					IX		MV		MW		
	Immobilisations corporelles en cours					MY		MZ	3 394 213	NA	5 456 181	
	Avances et acomptes					NC		ND		NE		
	TOTAL III					IY		NG	3 394 213	NH	39 475 894	
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		OU		M7	
Autres participations					IØ		ØX		ØY			
Autres titres immobilisés					II		2B		2C			
Prêts et autres immobilisations financières					I2		2E	3 244	2F			
TOTAL IV					I3		NJ	3 244	NK			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)							I4		ØK	3 397 457	ØL	39 585 449

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise		CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS						Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		CY		EL		EM		EN	
Fonds commercial		RE		RF		RI		RJ	
Autres immobilisations incorporelles		PE	36 314	PF	14 037	PG		PII	50 351
TOTAL I		RK	36 314	RM	14 037	RN		RO	50 351
Terrains		PI	70 952	PJ	22 062	PK		PL	93 013
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR	1 692 372	PS	320 041	PT		PU	2 012 413
	Inst générales, agencements et aménagement des constructions	PV	155 305	PW	95 198	PX		PY	250 503
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	12 683 177	QA	1 196 229	QB		QC	13 879 406
Autres immobilisations corporelles	Inst générales, agencements, aménagement divers	QD	56 703	QE	40 290	QF		QG	96 993
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	1 113 451	QM	149 633	QN		QO	1 263 084
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
	TOTAL II	QU	15 771 960	QV	1 823 452	QW		QX	17 595 412
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		ON	15 808 273	OP	1 837 489	OQ		OR	17 645 763
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6		
Fonds commercial	RP	RQ	RR	RS	RT	RU	RV		
Autres immob incorporelles	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1		
TOTAL I	RW	RX	RY	RZ	SB	SC	SD		
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8		
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5		
	Sur sol d'autrui	R7	R8	8 427	R9	S1	15 675		
	Inst gales, agenc et am des const	S5	S6	S7	S8	S9	T1		
Inst techniques mat et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9		
Autres immobilisations corporelles	Inst gales, agenc am divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6		
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4		
	Mat bureau et inform mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2		
	Emballages récup et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9		
	TOTAL II	X2	X3	8 427	X4	X5	15 675	X7	
Frais d'acquisition de titres de participations	NI			NM			NO		
TOTAL III									
Total général (I + II + III)	NP	NQ	8 427	NR	NS	15 675	NU		
Total général non venant (NP + NQ + NR)	NW		8 427	Total général non venant (NS + NT + NU)	NY	15 675	Total général non venant (NW - NY)	NZ	
CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *							
		Montant net au début de l'exercice	Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à évaluer					Z9		Z8		
Primes de remboursement des obligations					SP		SR		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice N° 2032

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Désignation de l'entreprise		CFAT REGION NORD PAS DE CALAIS				Néant <input type="checkbox"/>	
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC		
	Provisions pour investissement (art 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF		
	Provisions pour hausse des prix (I) *	3V	TG	TH	TI		
	Amortissements dérogatoires	3X	64 008	TM	TN	15 675	48 333
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	DS	D6		
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du C.G.I.)	IJ	IK	IL	IM		
	Autres provisions réglementées (I)	3Y	TP	TQ	TR		
	TOTAL I	3Z	64 008	TS	TT	15 675	48 333
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D		
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M		
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S		
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W		
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A		
	Provisions pour impôts (I)	5B	5C	5D	5E		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K		
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U		
	Autres provisions pour risques et charges (I)	5V	499 351	5W	63 418	5X	562 769
	TOTAL II	5Z	499 351	TV	63 418	TW	562 769
Provisions pour dépréciation	- incorporelles	6A	6B	6C	6D		
	- corporelles	6E	6F	6G	6H		
	sur - titres mis en équivalence	Ø2	Ø3	Ø4	Ø5		
	- titres de participation	ØU	9V	9W	9X		
	- autres immobilisations financières (I) *	Ø6	Ø7	Ø8	Ø9		
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S		
	Sur comptes clients	6T	178 841	6U	179 473	6V	178 841
	Autres provisions pour dépréciation (I) *	6X	6Y	6Z	7A		
	TOTAL III	7B	178 841	TY	179 473	TZ	178 841
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	742 200	UB	242 891	UC	194 516
	- d'exploitation	UE	242 891	UF	178 841		
Dont dotations et reprises	- financières	UG		UH			
- exceptionnelles	UJ		UK	15 675			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-I-5e du C.G.I						10	
(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision							
NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 I de l'annexe III au CGI.							

Désignation de l'entreprise		CEAI REGION NORD PAS DE CALAIS		Néant <input type="checkbox"/>			
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3	
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UF		UV		UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX	3 199 738	3 199 738			
	Créance représentative de titres (Provision pour décaissements prêts ou remis en garantie*) (UO)	ZI					
	Personnel et comptes rattachés	UY	810	810			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	7 081	7 081			
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM				
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	244 246	244 246		
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	12 104	12 104		
		Divers	VP	10 818 028	10 818 028		
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	295 056	295 056			
	Charges constatées d'avance	VS	122 454	122 454			
TOTAUX		VI	14 699 517	VU	14 699 517	VV	
RENVIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y					
Autres emprunts obligataires (1)		7Z					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG					
	à plus d'1 an à l'origine	VII	1 143 190		1 143 190		
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A					
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	2 168 055	2 168 055			
Personnel et comptes rattachés		8C	826 240	826 240			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	450 034	450 034			
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	32 402	32 402			
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	203 527	203 527			
	Obligations cautionnées	VX					
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	33 202	33 202			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	1 495 767	1 495 767			
Groupe et associés (2)		VI					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	119 632	119 632			
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie*		Z2					
Produits constatés d'avance		8L	812 644	812 644			
TOTAUX		VY	7 290 692	VZ	6 147 502	1 143 190	
RENVIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032			